

Le Devoir

Le Monde, jeudi, 14 avril 1994, p. A6

Monique Mujawamariya, rescapée de l'enfer rwandais

La mort aux trousses

Brousseau, François

Cachée 36 heures dans le plafond de sa maison du quartier résidentiel de Remera, Monique Mujawamariya a échappé par miracle à la folie destructrice de Kigali. C'est finalement avec ses bijoux et un grosse somme d'argent qu'elle a pu acheter sa vie à des soldats de l'armée régulière rwandaise.

Jointe hier par le DEVOIR à Bruxelles où elle venait d'arriver, Mme Mujawamariya, activiste des droits de l'homme célèbre dans son pays, l'une des bêtes noires de l'ancien régime de Juvénal Habyarimana, a raconté comment, pendant quatre jours, elle a échappé à la mort avant d'être rapatriée en Belgique grâce à l'intervention personnelle du premier ministre Willy Claes.

«Ils allaient de porte à porte et tuaient méthodiquement, à l'arme automatique, les hommes et les femmes. Manifestement, ils avaient des listes de noms prêtes, avec les adresses et tout. Je les ai entendus se rapprocher de chez moi. Je me suis cachée dans un buisson. Ils sont entrés chez moi. Puis j'ai entendu un autre groupe armée arriver, qui les a mis en fuite. C'était les rebelles du FPR. Je suis ensuite rentrée chez moi où je me suis dissimulée dans le plafond. »

Dimanche, profitant d'une accalmie, Mme Mujawamariya a décidé de jouer le tout pour le tout. Elle irait se rendre à l'armée qui stationnait devant chez elle, «nettement moins dangereuse que la Garde présidentielle, ou que les paysans qui se livraient, eux, à des exactions atroces». «J'ai fait ce coup de poker, parce qu'il s'agissaient de jeunes soldats inexpérimentés. J'espérais surtout qu'il ne me reconnaissent pas.»

Coup réussi: les militaires n'ont pas tiré quand Mme Mujawamariya est sortie de son trou. «Je leur ai demandé de m'évacuer vers l'hôtel des Mille Collines. Ils m'ont demandé de l'argent, l'équivalent de 1000 dollars canadiens. Ils ont dit qu'ils ne pouvaient pas m'évacuer sans l'accord de leur supérieur.» Il aura fallu qu'un religieux intercède en sa faveur «le père Raoul», un Québécois resté au Rwanda et qu'elle se départisse de tous ses avoirs (bijoux, coutellerie, etc.) et d'une somme rondelette pour que, finalement, les soldats la déposent à l'hôtel.

De là, Mme Mujawamariya a pu gagner l'école française où se réunissaient les Belges en instance d'évacuation. Un coup de téléphone du ministre des Affaires étrangères de Belgique lui a permis de monter dans un avion salvateur.

Figure de proue du combat pour le respect des droits de l'homme dans son pays, Mme Mujawamariya a eu un commentaire critique envers le général Roméo Dallaire, commandant en chef de la mission de l'ONU, à qui elle avait personnellement demandé asile dès le début de la crise, et qui lui a plutôt conseillé «de rester tranquillement à la maison». Rescapée de l'enfer rwandais, réfugiée à Bruxelles, dans l'ancien pays colonial, qu'entend faire maintenant Mme Mujawamariya alors que les plus élémentaires notions humanitaires sont foulées au pied dans son pays? «Je vais continuer à agir pour sauver ce qui peut être sauvé. Certains peuvent aider leur pays même s'ils sont temporairement retenus à l'étranger.» Comment interprète-t-elle ce déchaînement sanguinaire? La haine ethnique? «Cette différence entre Hutus et Tutsis existe, mais il y a plus que ça. Vous devez savoir que plusieurs opposants hutus ont été tués, qu'il ne s'agissait pas seulement d'un massacre de Tutsis. À Kigali, tout ce qu'il y avait de militants hutus modérés a également été massacré. L'appartenance régionale, l'opposition à l'ancien président, ces facteurs ont aussi été très déterminants.»

Mme Mujawamariya réserve ses dernières flèches à la communauté internationale et aux Casques bleus sur place qui «n'ont rien fait alors que les massacres se déroulaient». Mais que pouvaient-ils faire sans prendre parti et sans mandat spécifique? «Le problème, c'étaient les 500 hommes de la garde présidentielle. La MINUAR et l'armée régulière auraient pu en venir à bout.»